

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

10 JANVIER AU 23 JANVIER 1980

Directeur Politique : Bertrand RENOUVIN

10ème année - N° 307 - 4,50 F

le comte de paris
sur antenne 2



M 2242 - 307 - 4,50 F

les enfants prolétaires

Jean-Paul II a consacré son discours de Noël à l'enfant, signe d'espérance pour les peuples. Au terme d'une année consacrée à l'enfance, ce n'était que justice. Malheureusement, 1979 n'aura été pour l'opinion des pays riches que l'occasion d'être un peu mieux informée sur la détresse des enfants du Tiers-monde. Et c'est hallucinant... Evidemment, il y a d'abord les enfants du Cambodge, ceux du moins qui ont échappé à la mort. Pour ceux-là rappelait dans *Le Monde* l'ambassadeur de France, François de Rose :

«Le nombre des tuberculoses, de malaras, de dysenteries et de parasitoses est très élevé. Les effets

d'une sous-alimentation prolongée ne seront peut-être pas récupérables chez les adolescents. Quand des enfants de trente mois pèsent cinq kilos et que ceux de dix ans ont la taille et le poids qu'ils auraient dû avoir à cinq, les dégâts risquent d'être définitifs.

La malnutrition est le premier fléau pour l'ensemble des enfants des pays pauvres. Mais il en est d'autres, l'exploitation économique par exemple. Une grande partie de la planète vit encore notre XIXème siècle. Une enquête publiée également par *Le Monde* nous fait faire le tour des continents où ses correspondants décrivent la condition des enfants prolétaires. L'Asie innombrable connaît des disparités de développement depuis l'extrême misère indienne jusqu'au Japon champion de l'expansion... mais aussi pays des suicides d'enfants. Faut-il chanter la louange d'un modèle de développement fondé sur la compétition sauvage comme à Hong-Kong où à force de concours, explique Henri Leuwen, les gosses sont comme hébétés, souffrant de migraines et de troubles de l'atten-

tion. Il est vrai que la situation de leur petit camarades thaïlandais est plus tragique. Pour certains c'est l'esclavage. Ainsi pour ces soixante-trois enfants employés dans une usine de papier d'étain dont R.P. Paringaux nous offre le triste tableau :

«Tous les enfants souffraient de maladie de peau provoquée par la manipulation, sans précautions, de composants chimiques nocifs et de l'absence de toute hygiène et de tous soins dans l'entreprise... Les enfants travaillaient et dormaient dans les mêmes vêtements. Ils avaient le droit de se laver tous les quatre jours. Ils étaient gardés en permanence à l'intérieur de l'entreprise.»

Un véritable racket est organisé par des agences d'emploi auprès des familles à qui on fait miroiter l'appât d'un gain immédiat. La même situation se retrouve en Amérique latine et même dans les pays en plein boom économique comme le Brésil. Selon Thierry Maliniak :

«Les systèmes économiques accentuant la concentration du revenu ont contribué à aggraver le problème. Le Brésil s'était le pre-

mier engagé dans cette direction : selon une étude de l'UNICEF faite en mars avec la collaboration de l'Institut de planification économique et sociale brésilien, dont le gouvernement n'a toujours pas autorisé la publication, entre 1960 et 1970, le salaire minimum a baissé, en termes réels, dans pratiquement toutes les régions du Brésil (de 16% à Rio-de-Janeiro, 22% à Sao-Paulo). Selon une commission parlementaire d'enquête formée en 1976 par le congrès de Brasilia, il y a au Brésil treize millions d'enfants en «état de carence» c'est à dire dont les parents ou les responsables ne sont pas en mesure de satisfaire les nécessités de base.»

Le travail des enfants apparaît dans ces conditions la seule façon d'accroître le revenu des familles. Mais dans les grandes métropoles Sud-Américaines, le progrès technologique rend difficile l'emploi des gosses qui se trouvent ainsi relégués aux activités anti-sociales: le vol, la prostitution... curieux envers du miracle économique dont on nous rebat les oreilles.

Régine JUDICIS

quand nos lecteurs prennent la parole

Le débat que nous avons engagé en septembre dernier sur l'énergie nucléaire continue de susciter des réactions. Pour nos nouveaux lecteurs, rappelons que nous avons interrogé successivement M. Lionel Tacoen, ingénieur E.D.F. (Royaliste 299), M. Pierre Samuel, animateur des «amis de la Terre» (Royaliste 300). Des lecteurs sont ensuite intervenus dans le débat (Royaliste 301 et 302).

C'est avec intérêt que j'ai lu les réactions au débat ouvert dans vos colonnes sur le problème de l'énergie. Vous m'avez demandé d'y joindre la mienne.

Je cite tout d'abord une phrase de M. Schlesinger, prononcée le 16 août 1979. M. Schlesinger était alors Ministre américain de l'Energie. «Si je peux le dire d'une manière brutale, si nous ne réussissons pas à ne plus utiliser la houille et l'énergie nucléaire dans les dix années qui viennent, notre société risque tout simplement de disparaître».

Le problème de l'énergie et de l'énergie nucléaire doit être posé en ces termes. Si l'énergie nuclé-

aire apporte des dangers d'une autre nature que les autres énergies, il ne faut pas l'employer. Il faut même arrêter les réacteurs en construction et en activité. Si elle n'est pas plus dangereuse que les autres, et personnellement je crois qu'elle l'est moins, il est criminel d'en refuser l'usage. Le monde risque faute d'énergie, de plonger dans une crise économique grave. Nous savons depuis 1935 en Allemagne et en Italie où peut mener une telle situation.

Certains de vos lecteurs ont posé des questions concernant l'énergie nucléaire et la santé. Je joins une lettre du Professeur Tubiana qui leur répond.

L. TACCOEN

Une de vos lectrice a mis en doute l'affirmation selon laquelle il n'y aurait pas eu d'augmentation de la fréquence des tares génétiques chez les descendants des survivants d'Hiroshima et de Nagasaki.

Or trois rapports scientifiques importants viennent confirmer officiellement ce fait :

1/ Rapport du Comité Scientifique des Nations Unies sur les effets des radiations atomiques (70 scientifiques de toutes nationalités, choisis par l'ONU en fonction de leur compétence).

2/ Rapport de l'Académie Nationale des Sciences de Washington qui en octobre 1979 vient de publier son rapport.

3/ Congrès International de Radiologie qui s'est tenu à Tokyo en mai 1979 et dans lequel le Professeur Crow a fait le bilan des effets génétiques des radiations et a longuement insisté sur l'absence d'effets sur les descendants des survivants d'Hiroshima et de Nagasaki.

Ce qui pour les journalistes non avertis a pu donner lieu à des erreurs d'interprétation, est que l'on a effectivement observé des effets

chez les enfants des femmes qui étaient déjà enceintes au moment de l'explosion, mais il s'agit là d'un effet direct sur l'embryon et non d'un effet génétique.

Quant à l'augmentation des cancers et des leucémies signalés autour des Centrales en France et aux Etats-Unis, il s'agit d'allégations sans fondements scientifiques valables et que les rapports des Nations-Unies et de l'Académie des Sciences de Washington n'ont pas retenu.

M. TUBIANA

Chef du Département des Radiations à l'Institut Gustave Roussy, Directeur de l'Institut National de la Santé et de la Recherche médicale.

ROYALISTE
BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.
Imprimé en France - Diffusion - N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.

la france aux enchères

Les polders du Mont St Michel représentent 3000 Ha de terre gagnés jadis sur la mer par la «Société des Polders de l'Ouest». Aujourd'hui l'émotion est grande dans la région : 1500 Ha viennent de passer sous le contrôle de la Gulden-Hopsachr, banque hollandaise qui détient donc maintenant la majorité des actions de la S.P.O.



Cette transaction est exceptionnelle à plusieurs titres : exceptionnelle par son ampleur tout d'abord (1500 Ha, alors qu'en moyenne ce sont 4500 Ha de terre agricole qui sont achetés, chaque année, par des étrangers sur l'ensemble du territoire national), exceptionnelle par la région concernée (la très grande majorité des achats se réalise actuellement dans le Sud de la France : en 1977, 1660 Ha achetés en Languedoc, 14 en Bretagne, et ... 3 en Basse Normandie !), exceptionnelle enfin par la nature de l'acquéreur (une banque, alors que traditionnellement, ce sont les salariés non agricoles, les commerçants, les professions libérales et les non-actifs, qui achètent).

Cette affaire éclate au moment où la loi d'orientation agricole est adoptée, qui prévoit notamment de mieux contrôler les cumuls et les installations de personnes extérieures à l'agriculture «quelles que soient les superficies en cause»!!! La profession ne manquera pas de faire le rapprochement... et de s'interroger sur l'efficacité des Sociétés d'Aménagement Foncier

et d'Etablissement Rural (S.A. F.E.R.) (1) dont les moyens juridiques et financiers se sont révélés parfaitement inadaptés à la situation... L'achat de ces 1500 Ha de terres particulièrement productives par une banque hollandaise inquiète en effet les fermiers en place et le personnel d'entretien de la S.P.O. Quelles sont les intentions de la Gulden-Hopsachr ? Rappelons que l'achat de terre par des ressortissants d'Etats membres de la C.E.E. «est conforme aux dispositions du traité de Rome qui a prévu la liberté d'établissement et la libre circulation des capitaux et des biens» (2).

Belle contradiction entre les velléités de renforcement de la législation visant à «un meilleur contrôle du foncier» et la logique implacable du libéralisme européen !

Rémy LE BRAZ

(1) Organisme chargé de «morali-ser» le marché foncier en achetant des terres mises en vente, pour les rétrocéder pour des agrandissements d'exploitations «moyennes» ou pour installer des jeunes agriculteurs.

(2) Bulletin d'information du Ministère de l'Agriculture Numéro 865.

CONFLIT A PAU

Depuis le 10 décembre, la Caisse d'Allocations Familiales de Pau connaît une grève particulièrement dure. A l'origine : des sanctions infligées à deux assistantes sociales. Motif : grève sans préavis. Très vite l'ensemble des syndicats embrayent sur d'autres revendications. Selon leurs propres termes : «Certains membres du personnel d'encadrement exercent une répression à l'encontre des droits syndicaux et font régner une discipline quasi-militaire dans les services». De plus l'attitude de la direction entraîne une dégradation du service public et des conditions de travail. Ainsi à Pau comme dans d'autres services publics la CGT, la CFDT et la CFTC posent les problèmes essentiels : «Il faut, disent-ils, réorganiser les circuits de travail en concertation avec ceux, qui à la base, effectuent réellement le travail, en plaçant l'ordinateur au service des allocataires et non l'allocataire ou l'employé comme numérocobaye pour l'ordinateur». Conflit exemplaire, sans doute, car il démontre d'une part l'importance du front syndical, même si FO a soutenu le conflit avec des «nuances»; et d'autre part qu'au delà des revendications de salaires, dans les services publics, c'est plus le problème des conditions d'exercices des droits et celui de l'adaptation de l'informatique sans concertation préalable qui est en jeu : c'est celui de la dignité des travailleurs.

Cellule NAR - Pau.

AMERTUME A DENAIN

Après plus d'un mois de grève et des émeutes d'une rare violence au printemps dernier, les hauts fourneaux d'Usinor à Denain viennent de se rallumer. Mais malgré les déclarations d'autosatisfaction patronales et gouvernementales sur le plan de sauvetage de la sidérurgie, ici, personne n'est dupe. Les 1325 ouvriers (sur 6800 au départ) qui n'auront pas été mis à la retraite ou «mutés» savent que le démantèlement de l'acier français a été décidé en haut lieu pour ne pas porter ombrage au big brother allemand prétendument plus compétitif sur le marché européen. Aussi, il est à parier que dans une cité qui se vide de ses commerçants, où les écoles ferment, grévistes et non-grévistes d'aujourd'hui oublieront leurs divisions face aux compagnies de CRS venues leur enseigner les vertus de la politique industrielle européenne.

le comte de paris à la télé

Cette fois, ça y est ! Les émissions du Comte de Paris longtemps attendues de tous ceux, royalistes ou non, qui avaient été intéressés, intrigués, ou passionnés par les «Mémoires d'exil et de combat» sont officiellement programmées sur la deuxième chaîne. Elle seront diffusées, à partir du 21 janvier, chaque lundi à 21 h 45 sur Antenne II pendant quatre semaines.

Le titre général de cette série d'émissions est «L'Espérance en la France» et son découpage est le suivant :

— **Lundi 21 janvier** à 21 h 40, le Comte de Paris évoquera, en compagnie de Jacques Chancel, la date anniversaire du 21 janvier et certains points essentiels de sa vie publique. Une première émission intitulée «Un Pays, l'exil» sera ensuite diffusée, qui portera sur la période 1926-1934.

— **Lundi 28 janvier** (même heure) : diffusion de la seconde émission «Peur pour la France», consacrée à la période 1934-1940.

— **Lundi 4 février** (même heure) : diffusion de la troisième émission «Imbroglia à Alger» consacrée à la période 1940-1950, et en particulier aux événements d'Alger en 1942.

— **Lundi 11 février** (même heure) : diffusion de la quatrième émission «Dialogue avec l'espoir», les relations entre le Prince et le général de Gaulle.

Chaque émission durera environ une heure.

Royaliste consacrera évidemment une très large place à ces émissions, en essayant d'analyser le contenu et la portée d'un message qui s'adresse à tous les Français, quelles que soient leurs traditions politiques et intellectuelles. Nous ferons d'autre part appel à un certain nombre de témoins de l'action du Prince, afin d'apporter notre contribution à l'établissement ou au rétablissement de la vérité historique.

N.A.R.

A l'heure où l'école historiographique française atteint un niveau et un prestige qui n'avait jamais été égalé dans le passé, niveau et prestige correspondant à un intérêt profond dans un public de plus en plus élargi, la réforme Haby choisit d'assassiner de façon délibérée l'enseignement de cette discipline dans le second degré.

Avant même cette réforme, et depuis plusieurs années, l'histoire avait déjà reçu un mauvais coup dans la mesure où, noyée dans les « disciplines d'éveil » elle avait été marginalisée dans le primaire. Ce qui fait que l'on voit arriver en 6ème des enfants qui, s'ils ont bien sûr entendu un peu parler de la Révolution française, ne savent rien ni sur Saint-Louis, ni sur Jeanne d'Arc ni sur Louis XIV.

L'enseignement secondaire devait déjà pallier cette carence et y parvenait de plus en plus mal, comme en témoigne le niveau, consternant en la matière, de maints bacheliers. Avec la réforme Haby, il n'y parviendra plus du tout. Cette réforme comporte trois tares - le mot n'est pas trop fort - majeures.

UNE HISTOIRE DE FOU

D'abord l'horaire d'Histoire-Géographie - pardon, des sciences humaines ! - est envahi par le quotidien le plus banal. Ainsi on apprend aux enfants de 6ème à... faire un chèque ! L'école persiste à vouloir se substituer à la vie et à faire de tous les actes de chaque jour un objet de programmation. Mais du même coup la place laissée à la mémorisation de notre passé - ce que précisément seule l'école peut enseigner de façon méthodique - est réduite d'autant.

Ensuite, les auteurs des nouveaux programmes n'ont rien trouvé de mieux que de développer l'histoire thématique : en 6ème on étudie l'agriculture à travers les âges. Or si ces sujets sont passionnants pour des étudiants de licence ou de troisième cycle de l'enseignement supérieur qui ont acquis la maîtrise de la chronologie et ont la maturité leur permettant de s'intéresser à l'histoire sérieuse, il s'avère désastreux dans les petites classes : les enfants mélangeront les siècles, les civilisations, et de toute manière ils sont à dix-douze ans beaucoup plus passionnés par les mythes religieux, les faits d'armes et les actes des héros du « légendaire national » que par l'assollement triennal.

l'histoire amnésique

Se battre pour la défense de l'enseignement de l'histoire à l'école c'est combattre pour conserver aux Français une des dernières racines qu'il leur restent.



Jeanne d'Arc et Louis XI : tous deux aux oubliettes ...

Primitivement d'ailleurs, il avait été prévu que l'on ferait seulement de l'histoire thématique dans le premier cycle du second degré. Les protestations des enseignants ont contraint l'inspection générale à un compromis.

Compromis désastreux : on enseigne des séquences événementielles mais de façon discontinue. Ainsi en 6ème on passe d'Athènes au Vème siècle avant Jésus-Christ à l'Empire romain au IIème siècle après Jésus-Christ. Une façon comme une autre d'inculquer le sens de la chronologie à des enfants jeunes et qui ont déjà du mal à l'assimiler. En 5ème, la monarchie française du XIème au XIIIème siècle continue à être étudiée, mais en 4ème on embaye directement sur le règne de Louis XIV. Jeanne d'Arc ? Louis XI ? François Ier ? Henri IV ? A la trappe. Le programme de 4ème bat d'ailleurs tous les records d'ineptie. Il est censé donner aux élèves une idée générale des gran-

des civilisations de 1492 à...1914 ! A l'hypertrophie du programme se joint l'aberration dans les consignes pédagogiques : il est ainsi instamment demandé aux professeurs d'étudier la Réforme protestante en érudant les développements doctrinaux et religieux. Bref, l'intelligence du passé est systématiquement sabotée. En revanche, le XXème siècle occupe à lui tout seul la classe de 3ème.

Et paraît-il les futurs programmes du second cycle reviendront en arrière : les élèves referont d'autres séquences discontinues sur l'Antiquité, le Moyen-Age et ainsi de suite. Le tout fera plus tard un innommable mélange dans la cervelle des élèves.

QUE FAIRE ?

A cela l'inspection générale oppose un argument qui n'est pas sans fondement. Elle dit que dans la mesure où les anciens programmes prétendaient couvrir toute

l'histoire dans le premier cycle, on aboutissait à un enseignement à trous : les élèves en fin de 5ème n'avaient pas appris le XIVème et le XVème siècles, ils ignoraient en fin de 4ème tout du XVIIIème siècle, et leur professeurs en 3ème avaient dû, faute de temps « faire l'impasse » sur le XXème siècle.

C'est pour cela que nous proposons afin de sortir de ce dilemme trois solutions. D'abord réintroduire massivement l'histoire dans le primaire. Mais sans chercher à singer les méthodes de l'Ecole des Annales. Elle doit être enseignée comme une geste centrée sur l'histoire de France. Pour éviter qu'elle n'empiète trop sur les autres matières une partie de cet enseignement serait dispensé sous forme de dictées et d'explication de textes historiques conjuguant l'apprentissage de la langue et celui de l'histoire. L'autre partie recourrait massivement à l'audio-visuel surtout si les magnétoscopes capables de projeter des films enregistrés sur vidéocassettes atteignent demain des prix plus abordables comme on est en droit de l'espérer.

Nantis de cette base, les élèves dans le second degré pourront effectivement n'étudier que des portions de l'histoire universelle. Encore faut-il que dans ce choix les maîtres soient libres. Les programmes seraient dès lors établis par l'équipe pédagogique de l'établissement sous la direction du chef de celui-ci. Pour assurer plus de cohérence dans les choix, le maître devrait suivre une classe de la 6ème à la 3ème de façon à ce que les programmes soient plurianuels.

Quant aux inspecteurs généraux et pédagogiques régionaux ils seraient transformés en conseillers pédagogiques nommés pour un mandat de cinq ans non renouvelable. En effet, les inspecteurs actuels désignés en principe parmi les meilleurs professeurs sont dans la pratique, pour la plupart d'entre eux, des hommes de grande valeur. Et ils ont pourtant mis au point cette réforme absurde. Tout simplement, parce qu'éloignés très longtemps des réalités quotidiennes de l'enseignement, ils cèdent à des modes pédagogiques élaborées en chambre dans le même temps qu'ils se bureaucratisent. Il est grand temps de mettre fin à cette situation qui risque de faire perdre aux Français leur mémoire collective.

Arnaud FABRE

l'orient est rouge

La récente «intervention» soviétique en Afghanistan, accompagnée du dernier coup d'Etat qui en est la conséquence ont semé l'effroi dans les pays islamiques, en Chine et dans ce qu'il est convenu d'appeler le monde occidental.

C'est la première fois que l'Union Soviétique intervient directement, c'est à dire autrement que par Cubains interposés ou autres, en dehors de la zone d'influence qui lui a été attribuée à Yalta. Pourquoi les Russes ont-ils

jeté le masque avec aussi peu de discrétion ?

Afghanistan : pour la plupart de nos compatriotes, ce nom n'évoque guère que quelque satrapie orientale qui ne serait sortie des Mille et Une Nuits que pour

entrer dans le XXème siècle comme pays sous-développé. De fait, de hautes montagnes, steppes et déserts sans grande ressource naturelle ne sembleraient pas devoir attirer les convoitises. Cependant deux de ses caractéristiques ne peuvent laisser indifférent : ses frontières et son emplacement.

Cet Etat possède environ 2000 Km de frontières communes avec l'URSS, 100 avec la Chine, 2300 avec le Pakistan et 1500 avec l'Iran. De plus, les 17 millions d'Afghans sont composés de nombreuses ethnies que l'on retrouve dans tous ces pays et pour lesquelles les frontières actuelles ne signi-

que lui; un pro-Soviétique peut en cacher un autre. En quelques mois, il avait réussi à faire l'unanimité contre lui. L'armée, affaiblie par les désertions et les épurations ne contrôlait plus que quelques routes et les principales villes. Il fallait donc remplacer ce gèneur. C'est aujourd'hui chose faite; mais cela n'explique ni l'intervention directe de milliers de soldats supplémentaires ni le matériel moderne engagé.

Il semble qu'il y ait d'autres causes : d'une part, les Russes ont profité de ce que les Etats-Unis sont eux-mêmes empêtrés

l'héritage d'ataturk

Lien entre l'Orient et l'Occident, lieu de lutte entre la tradition et l'eupéanisation, la Turquie n'aura pas échappé en 1979 aux séismes socio-politiques qui ébranlent le Proche-Orient.

Qu'est-il donc advenu de l'œuvre de Mustapha Kémal, «père des Turcs», quarante ans après sa mort ? On ne peut, en effet, appréhender la réalité de la Turquie d'aujourd'hui si on ne tient pas compte du kémalisme qui imprègne de ses valeurs la vie politique et toutes les couches de la population. Comparable en cela à la Révolution française (Atatürk était un disciple de Rousseau et de Montesquieu), le kémalisme a instauré un Etat laïc, à base de Code civil et de complet-veston, croyant rejeter aux oubliettes de l'histoire, le Coran, les babouches et l'alphabet arabe.

Aussi le spectacle d'émeutes, d'assassinats politiques, de guerre civile larvée que présente la Turquie d'aujourd'hui permettrait de penser que la greffe occidentale n'a pas pris sur ce corps étranger. L'exemple iranien aidant, n'assistet-on pas à la manifestation du désir des peuples de renouer avec leur Histoire et de préférer peut-être une «marche turque» à la «marche vers l'Ouest» professée par le kémalisme. L'instabilité chronique de la vie politique en Turquie depuis la guerre s'expliquerait donc par ce «péché originel» que fut le viol de sa culture et de son âme dans les années 20.

La réalité est plus complexe. La greffe culturelle a pris, en partie, et essaye de composer avec les

valeurs traditionnelles (les gouvernements font depuis quelques temps des gestes en faveur de l'Islam). Si le kémalisme est responsable de la situation actuelle, c'est dans la mesure où l'occidentalisation a également signifié adoption des modes de production et des systèmes économiques occidentaux beaucoup plus favorables aux intérêts de la grande bourgeoisie turque que l'ancien système féodal. Cette situation s'est prolongée jusqu'à nos jours en s'accompagnant d'une très rude répression envers les opposants.

La violence est en effet le moyen délibérément choisi (jusqu'ici avec succès) par la classe dirigeante et ses gouvernants conservateurs pour entraver le développement d'une opposition. Elle est aussi, pour cette opposition dont l'activité est pratiquement interdite par un état de siège permanent, le seul moyen de survivre et d'affirmer sa présence.

Ces querelles ne laissent indifférents ni les Américains qui savent la force militaire non négligeable de la Turquie (pays de l'OTAN), ni les Soviétiques qui lorgnent vers le Bosphore.

Soumise aux pressions des uns et des autres, mais ayant peut-être déjà choisi son camp, l'armée turque, face à la guerre des civils, attend son heure ...

René ADRIERS



fient pas grand chose. La principale d'entre elles, les Pachtous vit «à cheval» sur la frontière avec le Pakistan. Mais surtout, dans le Nord, vivent les Turkmènes, Ouzbecks et Tadjiks que l'on retrouve également en URSS. La quasi-totalité de ces ethnies est musulmane.

La monarchie installée au départ des Anglais en 1919 n'a jamais réussi à donner au pays une véritable unité; elle n'a semble-t-il jamais cherché à faire sortir cette nation enclavée de sa féodalité. En 1977, M. Daoud, cousin du dernier roi, proclama la «République». Depuis, les coups d'Etat se succèdent, tous plus sanglants les uns que les autres, rapprochant chaque fois l'Afghanistan de son puissant voisin.

Le Président H. Amin qui avait lui-même «déposé» M. Taraki de retour de Moscou (le détail a son importance) est aujourd'hui remplacé par plus «habile» et féal

en Iran, pour mettre sans gros risque la main sur un pays qui constitue même enclavé une position-clef vers l'accès aux «mers chaudes»; ceci est une constante de la politique russe qu'elle soit tsariste ou soviétique. D'autre part l'intervention constitue un sévère avertissement aux 50 millions de Soviétiques musulmans auxquels le «réveil» de l'Islam aurait donné des idées...

Mais cette arme est à double tranchant. Si la comparaison avec le Vietnam est un peu rapide, le relief rend néanmoins le pays difficile à contrôler. Si l'Islam, seul ferment d'unité, donnait aux Afghans l'énergie nécessaire pour tenir leur occupant en échec, les conséquences pourraient s'en faire sentir à l'intérieur de l'empire soviétique.

Alain SOLARI

Bien qu'ayant réussi à nous écarter de la Nouvelle Zélande et à nous empêcher de toucher à l'Australie, l'Angleterre ne put nous tenir au large de Tahiti, de la Nouvelle Calédonie et des Hébrides. Mais, si dans les deux premiers territoires, l'avenir se traite encore dans le champ de nos lois, il en fut toujours différemment pour le Condominium, «monstre juridique», «fossile colonial», «Pandemonium» enfin où deux grandes puissances d'hier pouvaient laisser libre cours à leurs mesquines querelles.

Tout a commencé, lorsqu'en 1887, lasses d'une compétition où les avait entraînées la protection de leurs colons ou de leur missionnaires, les deux nations se partagèrent leurs premières responsabilités sur l'archipel. De «Commission Navale Mixte» en «Convention de Londres» et «Proto-

économique, pour inégal qu'il fût, ouvrait l'archipel à une relative prospérité, enviable dans bien des îles voisines.

DES ILES OUBLIÉES

Jusqu'à la dernière guerre, le temps passa sur ces îles oubliées, tout peuplé de mesquines querelles d'influence dans lesquelles les Néo-Hébridais finissaient tout de même par trouver leur compte, la rivalité de leurs maîtres tempérant les effets de la colonisation directe. La présence de l'armée et de la flotte américaines, lors des grandes batailles de la Mer de Corail, apporta un bouleversement total des habitudes, créa et définit d'éphémères fortunes, relâcha les liens tribaux et les sujétions religieuses, porta un coup mortel à «l'esprit pionnier» des colons, qui,



Walter Lini, l'inspecteur général Robert, Georges Kalsakau et Gérard Leymang

cole de 1914», se mirent en place, en trois décennies, les instruments juridiques d'une co-administration équivoque et stérile. C'est le hasard qui a voulu que le Royaume-Uni suive le sillage de ses pasteurs protestants, tandis que la France accompagnait ses planteurs et ses commerçants. Et c'est ce hasard que les deux nations allaient pour longtemps ériger en système pour leur politique hébridaise.

Et de fait, si la présence britannique a bien souvent revêtu l'aspect cafard du puritanisme presbytérien, la nôtre a trop longtemps et trop souvent ouvertement été marquée par l'avidité mercantile des gérants de «comptoirs». Mais, au delà des apparences, il est indéniable qu'une évangélisation sincère et charitable a modifié les comportements primitifs, tandis que le développement

dès lors, ne cessèrent de l'invoquer comme pour conjurer les menaces croissantes contre un héritage qu'ils sentaient leur échapper.

Dans les années qui suivirent la guerre, la Grande Bretagne, veuve de l'empire des Indes, commença à laisser glisser de ses mains les médiocres perles de sa couronne du Pacifique. Témoins de ces abandons, soutenus dans leur belle assurance par le souvenir de leur ralliement des premiers jours à la France libre (et victorieuse), nos compatriotes crurent pouvoir miser sur l'abdication prochaine des Anglais et ne tinrent aucun compte d'une évolution partout menaçante. Ils ne virent pas que, tandis que l'Angleterre passait ses relais à l'Australie et à la Nouvelle Zélande, tout en maintenant une présence politique et culturelle indiscutée, la France, amputée de l'Indochine, gangrenée par le

nouvelles hébr

la dérive

d'u

pourrissement de ses institutions, meurtrie par le subversion en Afrique, et la révolte armée en Algérie, la France se mourait et ses dernières pensées n'étaient certes pas pour les Nouvelles Hébrides.

LE SURSAUT DES ANNEES 60

Le sursaut providentiel (ou faut-il dire le sursis ?) de 1958 prolongea ses échos jusque dans l'Archipel. Le gaullisme-prétexte de l'immédiate après-guerre se mua en adhésion spontanée et active aux nouvelles institutions : il était grand temps. Dès lors s'engagea une véritable restauration de la France dans le Condominium. Si, pour le général de Gaulle, les Nouvelles Hébrides étaient conçues comme une frontière avec le monde anglo-saxon, il entendait dépasser ce que le terme pouvait receler de bellicisme purement verbal. Pour lui, il convenait, dès lors que la France était présente aux Nouvelles Hébrides, qu'elle le fut avec dignité, fermeté et assurance. Une nouvelle politique vit le jour qui se traduisit par un développement rapide et soutenu de notre enseignement, de nos services sociaux, de nos interventions économiques, mais aussi par la négociation pied à pied avec les Britanniques de l'évolution institutionnelle de l'Archipel dont ils n'avaient que trop tendance à faire leur chose. Une page nouvelle de l'histoire des Nouvelles Hébrides se tournait : l'action entreprise par le Gouvernement était relayée et amplifiée par une administration locale enfin stable et dynamique, par les missionnaires francophones enfin associés à notre oeuvre humanitaire, après avoir été si longtemps et si stupidement rejetés par un laïcisme officiel agressif et mesquin,

Un nouveau destin semble de corail» qui furent si longtemps refuge d'une aventure incohérente contre deux types de colons, les Nouvelles Hébrides rep ce de planter ses couleurs en hostile, envieux et prêt à tous les coups, décidément, ne savait que lui réservait l'avidité Anglet

enfin par une population française s'ouvrant au sentiment d'appartenance à une communauté hébridaise, multiraciale et décomplexée. Tous les espoirs étaient permis, et l'Archipel connut en quelques années une francisation culturelle et sociale qui ne pouvait qu'inquiéter les Britanniques. Certes ils collaborèrent activement à la mise en place d'institutions nouvelles (communes urbaines et rurales, Assemblée représentative) issues de schémas français, mais avec la ferme intention de les dévoyer. Le seul but qu'ils poursuivaient était l'accession rapide de l'Archipel à un «self government» le livrant, par le biais de la décadence économique, de la misère des finances locales, et de l'«intoxication» idéologique des élites anglophones, au néo-colonialisme anglo-saxon. Il fallait un levier pour briser le ressort de l'action des Français, ce furent les litiges fonciers exhumés et amplifiés.

L'OFFENSIVE BRITANNIQUE

Les Mélanésiens avaient un très sincère sentiment de frustration face aux grandes plantations européennes dont l'appropriation avait

des :

l archipel

Ile pour ces « îles de cendre et ps, dans le Pacifique français, le te et inquiétante. Point de ren- tion fondamentalement oppo- entaient le pari fait par la Fran- in monde anglo-saxon. Monde our éliminer le vieux coq gau- a contenter des déserts africains e.

été consacrée par un système aus- tralien, hâtif, rudimentaire et dou- teux, d'immatriculation. Les Bri- tanniques, insaisissables mais tou- jours présents grâce à un remar- quable réseau d'information et d'action, lançant en première li- gne les pasteurs de la vieille géné- ration et les jeunes gens formés dans les « universités » pour au- tochtones de Fidji et de Nouvelle Zélande, provoquèrent rapide- ment des tensions qui, s'exaspé- rant, menaçaient de mettre à bas le fragile édifice de la présence française reconstituée.

Il eût fallu réagir vite, dégager la France du poids mort d'un pa- trimoine foncier désormais large- ment inutile mais potentiellement mortel. Cela fut bien senti par l'administration locale. Non sans mal, le désengagement se fit pour les terres de l'Etat français, mais sans acquérir valeur d'exemple pour les grandes sociétés ou les colons locaux, aveuglés par un égoïsme à courte vue et d'autant plus soucieux de ne rien céder de leurs droits qu'ils les savaient plus contestables. L'offensive anglaise faillit réussir, et le divorce entre les Mélanésiens et la France parais-

sait inévitable. L'erreur des Bri- tanniques fut de vouloir hâter la conclusion de l'entreprise.

Les Britanniques favorisèrent la création d'un « National Party » ouvertement anti-français, accep- tèrent dans les villes l'organisation de manifestations dont la violence -toute relative au demeurant- ef- fraya pourtant des populations en- core très pacifiques, et laissèrent entendre que l'avenir ne ferait nul- le place aux francophones. Tout ceci hâta la formation d'une oppo- sition « modérée » au très majori- taire et très actif « National Par- ty ». Malgré tous les efforts allant jusqu'à la fraude électorale, les élections à l'Assemblée Représen- tative ne purent apporter à ce der- nier la majorité dont il avait be- soin. Dans le même temps, les deux nouvelles communes de Port Villa et de Luganville se do- taient de Conseils « modérés ».

Le « National Party » devenu par souci d'« authenticité » le Va- nua'aku Pati (Parti de nos îles) se mit alors à boycotter les institu- tions. Après une période trou- blée, de nouvelles élections, mar- quées par l'abstention totale du « VP », produisirent une Assem- blée entièrement composée de « modérés ».

UNE EXPERIENCE EPHEMERE

La mise en place d'un gou- vernement local, dirigé par Geor- ges Kalsakau, ancien chef de la police sous contrôle britannique, rangé -dès sa retraite- aux côtés des « modérés », marqua une pre- mière étape qui ne pouvait durer longtemps. Supportant mal la di- vision de leur peuple, les diri- geants mélanésiens francophones, également soucieux de se démar- quer de trop voyants alliés euro- péens, se rallièrent à la politique

du R.P. catholique Gérard Ley- mang, préconisant une ouverture vers le « VP ». Georges Kalsakau fut mis en minorité et prit la Pré- sidence de l'Assemblée, tandis que Gérard Leymang, nouveau Pre- mier ministre, formait un cabinet d'union nationale. Des postes-clés, tel le ministère des Affaires Socia- les, passèrent au « VP » dont le lea- der, le Révérend anglican Walter Lini, devenait Vice-Premier minis- tre.

De ce fait, la jeune garde du National Party des années 72-75 se trouvait hissée à des postes de responsabilité. Il y avait là, de la part de Gérard Leymang, un pari généreux mais risqué. Etait-on sûr que les liens anciens (mais sont-ils rompus ?) avec la Tanzanie, le très subversif World Church Council, voire le Black Power, ne finiraient pas par étouffer cet embryon d'Etat composite ?



Georges Kalkoa, l'un des fondateurs du National Party

En fait, l'expérience n'eut pas de lendemain. Après avoir œuvré en août 1978 pour l'entrée du Va- nua'aku Pati au gouvernement, Paul Dijoud, en septembre 1979, met en selle ceux qu'il juge dé- sormais impossible de combattre et sacrifie ainsi les chances des modérés francophones. Les résul- tats sont connus : aux élections du 14 novembre, 26 sièges sur 39 re- viennent au V.A.P. qui constitue un gouvernement homogène sous la présidence de Walter Lini. La Constitution, préparée par des ex- perts français et britanniques et approuvée par une sélection de notables locaux, résistera-t-elle à la contestation des plus hardis parmi les membres de la faction au pouvoir ? Il est permis d'en douter. Que Walter Lini ait choisi pour ministres les plus modérés de ses compagnons ne doit pas faire illusion. La lutte pour le pouvoir aura lieu après l'indépendance et l'on verra alors se dresser sous la

bannière de l'orthodoxie révolu- tionnaire, les cohortes que Barak Sope et autres Kalkot Matas re- crutent depuis plusieurs années parmi les déclassés, les détribali- sés, tous les « laissés pour compte » d'une décolonisation hâtive.

LES CHANCES DE LA FRANCE

Les chances de la France sont pourtant réelles. Rien ne fera dis- paraître le fait qu'en quelques an- nées ont été tissés aux Nouvelles Hébrides des liens de solidarité, de commune dépendance entre membres d'ethnies aussi différen- tes que les Européens de vieille souche, les métis, les Asiatiques, les Polynésiens et les Mélanésiens. Tous tiennent de notre formation le sentiment d'appartenir, au delà des contingences de l'heure, à un ensemble plus vaste, qu'ils croient encore puissant et dont ils atten- dent la garantie de leur liberté. Al- lons-nous les décevoir ?

Demain, la pavillon français cessera de flotter au mât de la « résidence » pour être hissé sur une « Maison de France » dont on peut espérer qu'elle sera le centre d'une vie diplomatique et culturelle, marquée par nos tra- ditions. Que cet espoir soit abo- li, que par lâcheté, par impéritie, ou encore par quelque trouble complaisance, nous laissions ame- ner nos couleurs sans honneur, alors commencera le rapide pro- cessus de désagrégation de la pré- sence française dans le Pacifique. Comment tenir à Nouméa ou à Papeete, si nous venions à capi- tuler honteusement à Port Vila ?

Le pire n'est pas toujours sûr. Du capital de confiance patiem- ment constitué du temps où notre politique extérieure était conduite « selon les leçons millénaires de la Maison de France », subsiste, mal- gré les justes craintes et les légi- times rancœurs, le faible espoir, le dernier peut-être, des populations que nous avions ouvertes à notre génie propre. Ce fut l'honneur et la grande vertu de nos rois de ne jamais rien négliger, dans quelque affaire que ce fût, dès lors que se trouvaient engagés le renom de la France et l'avenir des peuples ras- semblés autour de la Couronne. La même volonté, la même ténaci- té, la même foi existent-elles au- jourd'hui chez ceux qui nous gou- vernent ? L'exemple désastreux des mois récents apporte la répon- se. Aujourd'hui comme hier, aux Nouvelles Hébrides comme en France, l'espoir porte un nom.

J. LE GOFFIC

chagrin lorrain

Les publications des maisons d'éditions semblent témoigner, depuis quelques mois, d'un intérêt certain pour le XIXème siècle. Qu'il s'agisse en grande partie d'un phénomène de mode, cela est certain, mais réjouissons-nous de la possibilité qui nous est donnée d'accéder à des textes essentiels pour comprendre notre époque.

Parmi ces publications, signalons «Chagrin lorrain, la vie ouvrière en Lorraine 1870-1914» de Daniel Rondeau et François Baudin. Commençons par une critique pour ne plus y revenir. L'absence de nombreux témoignages d'époque, facilement accessibles, oblige le chercheur à un travail lent et minutieux. Dès lors, la tentation est grande de reproduire et de confronter ces témoignages; ce qui aboutit trop souvent à un «discours sur le discours». C'est oublier tout le décalage entre discours et réalités, et l'on regrette de ne pas trouver plus de données concrètes sur la vie ouvrière lorraine.

L'industrialisation en Lorraine ne s'est produite que tardivement. L'équilibre traditionnel des trois soles, des communaux et des jardins n'est rompu avant 1870 que dans quelques villages. Bien sûr l'industrie est déjà là (les Wendel sont maîtres de forge depuis 1704), mais elle «aide à vivre sur des terres trop chiches et à passer des saisons trop mauvaises». A partir de 1885, le monde agricole subit crise sur crise : d'abord le mildiou, puis cinq ans plus tard le phylloxera. Chaque année apporte une calamité, jusqu'à l'année noire de 1910, et l'industrie recrute, jetant sur les routes ces paysans «pour qui la ville est à la fois lieu de séduction et d'aversion».

Mais cette mobilité, perçue comme positive lorsqu'elle attire vers l'usine, ne l'est plus lorsqu'elle se prolonge. «L'ouvrier sort aussi facilement de l'usine qu'il y est entré». Il n'est pas rare

qu'il n'y reste qu'une journée. Il en est même qui partent très loin, jusqu'aux U.S.A..

Le nomadisme ouvrier est vécu par les industriels comme une injure permanente à leur projet industriel; le nomade devient celui par qui tout peut arriver : le crime, la maladie (notamment la syphilis). Quand de plus il est étranger, c'est le délire. Ils sont «trop souvent enclins à vivre en marge des lois, de l'hygiène et de la morale, et doués, dit-on, d'appétits génésiques extraordinaires». Le ministre de la Guerre recommande même au sous-préfet de Briey la création d'«un espace de police européen» et une plus grande coopération avec la police allemande. Il est décidément des cas où l'histoire bégaie.

Ce refus de la fixation d'une partie de la population ouvrière, analysé par les auteurs comme l'expression d'un refus obstiné du baigne industriel pose également un problème au syndicalisme naissant : «si l'errance fait sa force dans un premier temps, elle est aussi le germe de sa disparition».

Et aujourd'hui : «Maintenant que l'argent est moins facile, que les dividendes se raréfient, que le fer lorrain n'est plus compétitif, il faudrait que ces travailleurs infatigables, à qui on a mis le fer dans la peau, restent au chômage, que ces ouvriers fixés, et à quel prix, s'en aillent.» Ce gigantesque gachis sera-t-il toléré longtemps ?

Philippe CAILLEUX

Daniel Rondeau et François Baudin
«Chagrin lorrain» Ed. Seuil. Prix franco 49 F.

ROYALISTE
CAHIERS TRIMESTRIELS N 7 NOVEMBRE 1979 10F

CAHIERS TRIMESTRIELS
abonnement pour 4 numéros : 35 F
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris.



le pouvoir des ondes

Télé-couleur, télématique, magnétoscopes, la télévision semble être devenue le «média» dominant. Plus discrète, la radio n'en est pas moins omniprésente.

Du radio réveil à l'auto-radio, de l'universel transistor aux appareils sophistiqués des «chaînes» -le mot est bien choisi- la radio nous accompagne à chaque instant de notre vie. Car on oublie que 95% des Français possèdent un poste de radio, qu'ils écoutent en moyenne 2 heures 55 par jour. Face à une télévision un peu compassée, sur laquelle pèse de toute évidence la main de l'Etat, la radio semble plus jeune, plus gaie, plus libre. Pourtant, elle n'échappe ni au Pouvoir, ni à l'argent.

La dépendance politique de Radio-France est tout à fait nette puisque c'est le Conseil des ministres qui nomme le président de la société, et que France-Inter est soumis à la pression des ministres et de tous les groupes politiques importants. Mais les radios privées n'échappent pas à l'emprise étatique : la Sofirad, société d'Etat, contrôle Radio Monte-Carlo, Europe 1 et Sud Radio. Quant à RTL, Havas y détient une minorité de blocage qui lui permet de contrôler la nomination de l'administrateur. En outre, la mainmise de l'Etat est assurée par un certain nombre d'hommes dévoués à l'Elysée : Xavier Gouyou-Beau-champs à la tête de la Sofirad, Michel Bassi à Monte-Carlo, Yves Cannac à RTL : les «saltimbanques» ont été rempla-

cés par des technocrates comme Jean-Luc Lagardère et par des «politiques». Plus que jamais, en ces temps de libéralisme avancé, la radio est devenue la voix de son maître.

Elle est aussi la voix des annonceurs : en 1978, la publicité radiophonique a représenté un milliard et demi de francs. Car c'est à la radio que la publicité «passe» le mieux -à raison de 12 minutes par heure au maximum. D'où l'énorme influence des groupes industriels, qui pèsent parfois sur l'information. Ainsi, révèle Philippe Aubert, Renault a pratiquement dicté à Europe 1 la version officielle de la mort de Pierre Overnay, tué par un vigile à Billancourt.

Tristes réalités qui ne doivent pas faire oublier ce que nous entendons : disques, jeux, vedettes en tous genres. Philippe Aubert était particulièrement bien placé pour décrire ce petit monde, pour nous en dire les secrets et pour nous avertir des dangers qu'il recèle : une radion omniprésente, des voix gouvernant les esprits. Cela pour le plus grand profit du Pouvoir et des marchands.

B. LA RICHARDAIS

Philippe Aubert «Ces voix qui nous gouvernent» Ed. A. Moreau. Prix franco 43 F.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Avec la photo du génial petit père des peuples à la une de notre dernier numéro, nous avons déjà commémoré à la date qui convenait le plus grand criminel de ce siècle. Ce n'est pas jeter un mauvais sort sur les années « quatre vingt » que de revenir sur cette question. Essayer de comprendre les années terribles permet de comprendre les tragédies contemporaines, celle du Cambodge par exemple, éventuellement d'en éviter d'autres...

Pour les amateurs de grands personnages, Staline constituera toujours la plus déroutante des énigmes. Est-ce parce qu'il rentre d'emblée dans la catégorie des monstres ? Sans doute, mais à ceci près que ce monstre suprême est le plus ordinaire des monstres, le plus plat, le plus médiocre, le plus quelconque. Selon certains témoignages, lui-même se plaisait à dire : « *On me prend pour un personnage de Shakespeare, alors que je suis un personnage de Tchekov.* » Ce qui peut fasciner en lui n'est pas la beauté du diable. Dostoïevski fait dire à Ivan Karamazov que le diable est terriblement bête. Ah certes oui ! Dans ce cas la bêtise devient une institution et Staline son plus dévoué fonctionnaire.

Il n'y a littéralement en lui aucun génie. Cet homme qui fut encensé comme personne, qui suscita l'hyperbole, fut comparé par les thuriféraires de l'appareil à Socrate, Aristote, Spinoza et Hegel est le plus sot des prosateurs. Souvarine dans son monumental « *Staline* » (1) cite entre autres cet exemple de la dialectique stalinienne qui vaut d'être immortalisé : « *Il existe deux méthodes : la méthode de contrainte (méthode militaire) et la méthode de persuasion (méthode syndicale). La première méthode est loin d'exclure les éléments de persuasion, mais les éléments de persuasion sont ici soumis aux exigences de la méthode de la contrainte et constituent pour elle un moyen de secours. La deuxième méthode à son tour n'exclut pas les éléments de contrainte, mais les éléments de contrainte sont ici soumis aux exigences de la méthode de persuasion et constituent pour elle un moyen de secours. Confondre ces deux méthodes est aussi inadmissible qu'il est inadmissible de mettre dans le même sac l'armée et la classe ouvrière.* » Ce morceau déjà ubuesque se précise plus loin si on prend en considération le fait que l'armée est surtout composée de paysans qui ne sont pas, contrairement aux ouvriers, le sel de l'Etat soviétique.

POURQUOI STALINE ?

Mais alors pourquoi lui ? Et non, par exemple Trotsky. Par comparaison, le fondateur de l'armée rouge a tout pour lui, la culture, le panache, le brillant, l'art de la parole et les services rendus à la révolution. Il faut convenir que la biographie de Staline non encore revue avant sa prise du pouvoir est des plus ternes. Que peut-il opposer comme coup d'éclat à la prise du pouvoir à Saint Petersburg qui fut sans conteste la gloire de Trotsky ? Fait-il le poids avec le vainqueur de Denikine et le héros de la guerre civile ? Evidemment pas. Ce Géorgien a vécu jusque là dans l'ombre. Il est même extrêmement difficile de retracer sa carrière d'avant la révolution. Beaucoup de documents ont été supprimés. On a trace de ses emprison-



par
gérard
leclerc

l'énigme staline

nements et ses déportations. Tout au plus peut-on déjà entrevoir sa cruauté, son absence de scrupules, son habileté à tirer son épingle du jeu. Révolutionnaire professionnel il est formé dans une période où le militantisme confinait à la délinquance et se conformait à la loi des gangs. Ils s'est constitué en Russie tout au long du XIXème siècle une tradition révolutionnaire dont le meilleur symbole est Netchaïev qui servit de modèle à l'auteur des Possédés. Rien ne distingue un militant d'un criminel, si ce n'est le prétexte de changer la face du monde. Staline est l'héritier direct de Netchaïev. Ce qu'il a appris de Marx à travers Lénine et qu'il répandra dans de laborieuses compilations sera sa justification. De cette justification il sera le maître puisqu'interprète infaillible des nouvelles écritures. Mais ce texte sacré sera pour tous le fondement de sa dictature.

En 1917, il n'est pas encore dictateur. Et s'il faut désigner un dauphin à Lénine, Trotsky s'impose. Même si dans le passé les deux hommes se sont souvent opposés, les tâches concrètes de la révolution les ont rapprochés. Et il se trouve que leur qualités contrastées se complètent dans l'action. Mais Staline lui aussi est utile à Lénine. Chez lui, le chef incontesté du pouvoir soviétique apprécie d'abord, comme l'a bien vu Trotsky « *les qualités de fermeté et d'esprit pratique consistant aux trois quart de ruse.* » Par la suite, il constate « *l'ignorance, l'extrême étroitesse d'horizon politique, l'exceptionnelle grossièreté morale et l'indélicatesse de Staline.* » Mais submergé de toute part, il a besoin de ce tâcheron infatigable qui expédie les affaires courantes et parfait l'organisation du parti.

C'est dans cette situation apparemment obscure que Staline va forger son pouvoir. Le brillant théoricien qu'est Trotsky n'a pas vu que tenir l'appareil c'était tenir la succession de Lénine. Sa popularité qui est considérable ne résistera pas à l'homme qui tient les ficelles du parti.

LA RUSE ET LA VIOLENCE

Le pouvoir de Lénine était celui du chef charismatique, prophète de la révolution, dirigeant permanent, autorité morale incontestée, dialecticien de premier ordre. Staline n'a aucune de ces qualités qui permettent à un chef d'être in-

discuté et de régner souverainement. Son pouvoir il le tient de l'appareil, et c'est dans la mesure où il saura de mieux en mieux maîtriser cet appareil et faire peser son emprise sur tout le pays qu'il sera la maître. Lénine est assez grand dans l'esprit des contemporains, assez mythique déjà pour se reconnaître faillible. Comme Napoléon il pourrait dire : « *J'étais le maître, c'est à moi qu'incombe toute la faute.* » Staline n'est pas assez grand pour se le permettre. C'est le dogme de son infaillibilité qui seul imposera sans partage son autorité. Ses fautes, il les rejettera toujours sur autrui, ses inférieurs.

Sa légitimité, il la bâtit, nous l'avons dit, sur un texte sacré, le marxisme-léninisme dont il se fait l'interprète seul autorisé. Mais la ruse sera sa seule ressource avec la brutalité pour garantir son infaillibilité. Il lui faut tout commander, rien ne doit lui échapper. Souvarine en une page remarquable résume sa ligne de conduite qu'il a inventé d'instinct sans jamais avoir lu Machiavel : « *séparer la morale de la politique, substituer à tout droit la force et l'astuce, paralyser l'esprit individuel, tromper le peuple avec des apparences, ne consentir de liberté que sous le poids de la terreur, flatter les préjugés nationaux, laisser ignorer au pays ce qui se passe dans le monde et à la capitale ce qui se passe dans les provinces, transformer les instruments de la pensée en instruments de pouvoir, user sans remords des exécutions sans jugements et des déportations administratives, exiger une apologie perpétuelle de ses actes, enseigner soi-même l'histoire de son règne, avoir une police qui serve de clef de voûte au régime, se faire des fidèles au moyen de rubans et de hochets, ériger le culte de l'usurpateur en une espèce de religion, se rendre indispensable en créant le vide autour de soi, amollir l'opinion au point qu'elle abdique dans l'apathie, marquer partout son nom comme la goutte d'eau creuse le granit, exploiter la facilité avec laquelle les hommes deviennent délateurs, prendre la société par ses vices, parler le moins possible, dire le contraire de sa pensée, en venir à changer même le sens des mots.* »

Rien de grand en tout cela, simplement la petitesse démesurée. C'était la seule façon de prendre la place du chef charismatique. Chef que par la suite des militants écœurés et meurtris célébreront pas comparaison avec l'ignoble assassin qui a trahi son œuvre. Mais Lénine avait-il bâti une œuvre ? C'est plus que douteux. De 1917 n'avait émergé que le chaos, la famine et la dictature du grand chef. Dictature éclairée par un empirisme à court terme, en butte à la guerre civile et rapidement écourtée par sa maladie. Le rêve idéologique en ces courtes années avait cédé aux nécessités du jour. Seul le parti émergeait de l'épreuve pour que Staline réalise une œuvre que le chef n'avait pas ébauchée.

Gérard LECLERC

Boris Souvarine - *Staline* - Ed. Champ libre. Prix franco 95 F. On se reportera également aux deux ouvrages d'Hélène Carrère d'Encausse, parus chez Flammarion, *Lénine, la révolution et le pouvoir* et *Staline, l'ordre par la terreur*. Prix franco de chaque volume : 29 F.

présence d'andré malraux

«On a pu reprocher à André Malraux de s'être laissé envelopper de légende, mais tout le monde n'est pas de taille à en susciter une.»

Ce n'est pas cette légende qui séduisit Philippe et François de Saint-Chéron lorsqu'en 1973, alors âgés de dix-huit et quatorze ans, ils entendirent pour la première fois parler Malraux. Ne connaissant rien de ce qui l'entourait, sinon la musique, ils décidèrent d'apprendre à connaître cet homme dont la parole les avait «foudroyés».

Cette aventure, cette rêverie, les mène à Verrières-le-Buisson en 1975. Mais déjà, derrière eux, deux années passionnées, pendant lesquelles leur vision du monde s'attache à celle de l'écrivain : l'art contre la mort. Cette présence de la mort deviendra réelle et douloureuse en 1976 : leur père meurt, et quelque mois plus tard Malraux. Quel autre père ? «Ne comptez pas sur moi pour être le troisième. Il faudra vous habituer à ne plus en avoir ou à n'en avoir qu'Un dans les cieux.» leur dira Pierre Emmanuel.

La mort de Malraux était-elle cette nuit sur le monde qu'ils décrivent ? Pas seulement pour eux semblent-ils penser, des lettres reçues à Verrières en témoignent. Il leur reste le souvenir de Malraux les accueillant, répondant à leurs incessantes questions. Il raconte : l'Inde, Mao, Picasso... et nous reconnaissons la légende. De très beaux passages décrivent l'irréel de cette maison, la présence fascinante de l'écrivain. Verrières est hors du monde et hors du temps, «dans l'éternité» diront-ils.

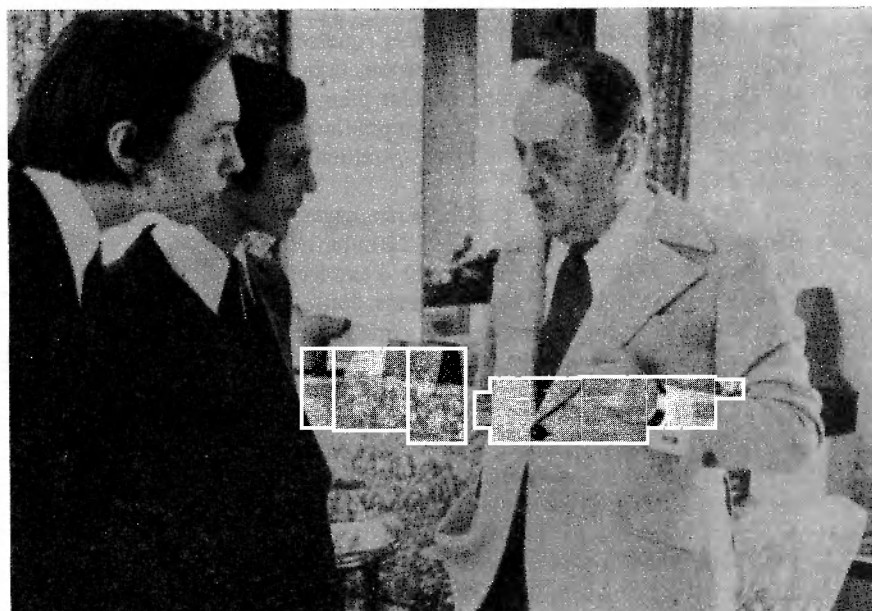
Le ton du livre est tragique, comme l'est celui du *Miroir des Limbes*. A Madrid, les Saint-Chéron iront voir José Bergamin, qui leur parlera de ce tragique et ajoutera «mais moi j'appartiens au monde du comique (...) ce qui existe n'est pas la mort mais Satan.» Mais la mort vient... Retour aux questions de l'agnosticisme. Les anti-destins sont absents devant cette «interminable corvée», et rien ne sert d'avoir pu deviner la venue de la mort quelques mois auparavant, comme il arrive parfois, ainsi que le dit Jean Hamburger. Pressentir la

mort, longtemps avant sa présence, mais n'être pas conscient de son imminence.

Et la poésie ? Quel noms rédront à ceux des écrivains du XXe siècle dans le musée imaginaire de la littérature ? Le livre semble inachevé, ou s'achever sur les questions de *L'homme précaire*. Les Saint-Chéron ne livrent encore rien d'eux-mêmes.

Laurence-Alexandra VARAUT

Philippe et François de Saint-Chéron - *Notre Malraux* - Ed. Albin-Michel, prix franco 49 F.



== IMAGE ==

la ville des silences

Jean Marbœuf : un nom pratiquement pas connu, pas plus que les deux premières oeuvres de ce cinéaste : *Belle Ordure* et *Monsieur Balboss*. Et pourtant avec *La ville des silences*, Marbœuf vient de signer un étonnant film policier.

Il n'était en effet pas facile de traiter le célèbre sujet du «flic privé» sans tomber dans un pâle remake de Bogart ou de Sinatra. Marbœuf a évité ce piège avec beaucoup de talent, et il en résulte un film très original par la transposition d'un thème américain dans un univers français. Une petite ville de province au-dessus de tout soupçon, une série de meurtres, des lettres anonymes, et un «privé» chargé de l'affaire par quelques notables locaux. Le décor ainsi planté, le cinéaste s'est attaché à entretenir un climat d'angoisse, de suspense qui ne faiblit à aucun moment. En cela le film était déjà une réussite. Mais le choix de la personnalité du «privé» lui donne une tout autre dimension. Marbœuf nous présente un marginal complet, ayant quitté la police dégoûté par les bavures de celle-ci, ne fumant pas, ne portant pas d'arme et peut-être bi-sexuel. Ce flic va donc être confronté à l'hostilité des membres

de la communauté provinciale; d'autant plus que tous nagent en eau trouble, depuis l'industriel local qui a fait main basse sur le village jusqu'aux villageois qui sont presque tous ses employés. Se heurtant ainsi à un milieu pourri de l'intérieur, où les complexités sont nombreuses et où sont même compromis ceux qui l'ont engagé, le «privé» se trouve confronté à un sort tragique. C'est cet aspect du film qui a fait dire à Marbœuf «que la ville des silences pouvait être le modèle réduit de la société française». D'ailleurs son analyse de la marginalité effectuée à travers un discours relativement anarchiste a permis à certains de comparer Marbœuf à Mocky. En tout cas voici un film policier qui d'une part, fait réfléchir et qui, d'autre part, est l'œuvre d'un jeune metteur en scène. Deux bonnes raisons d'aller le voir.

Philippe HARANG

malraux,

celui qui vient

Les fervents de Malraux se jetteront sur ce petit livre, pour le réentendre sur tous les grands thèmes de sa pensée et de son œuvre. Guy Suarès a eu l'excellente idée de réunir les deux entretiens qu'il avait eu avec l'auteur des *Antimémoires* pour la télévision en interposant entre les deux séquences un autre entretien avec l'écrivain espagnol José Bergamin. L'ensemble est passionnant, tant Malraux en sort vivant, habité de son interrogation sur les civilisations et leur au delà. C'est vraiment l'homme qui vient, jamais las de découvrir un sens au monde et à l'Histoire à travers l'art et la pensée. On pourra vérifier au passage quelle importance il accordait au témoignage du Père Boquel son compagnon de la Brigade Alsace-Lorraine publié dans l'enfant du rire. Jamais peut-être il ne fut plus précis sur son rapport au christianisme «Ce qui m'écarterait de Jérusalem, c'est le jardin des oliviers. On va à Jérusalem en pèlerinage, ou on y va pas.»

G.L.

-Malraux, celui qui vient- entretiens avec José Bergamin et Guy Suarès. Ed. Stock. Prix franco 22 F.

PARIS - mercredis de la N.A.R. au programme des prochains mercredis qui commencent à 20 h. dans les locaux du journal :

9 janvier - Louis XIV et l'absolutisme royal. Conférence d'Arnaud Fabre.

16 janvier - La vérité sur «l'affaire Darlan». Conférence de Bertrand Renouvin appuyée sur des témoignages inédits.

23 janvier - Les dessous de la crise pétrolière. Conférence-débat animé par la cellule économie.

Les conférences sont suivies, pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet avec repas froid (participation aux frais du buffet : 10 F).

PARIS - cercles d'études.

Pour obtenir le programme des cercles d'études du mercredi après-midi, écrire au journal à l'intention d'Axel Tisserand.

PARIS - messe du 21 janvier organisée par l'«œillet blanc» en l'église Saint-Germain l'auxerrois, à 12 h. 30, métro Louvre.



AIX en PROVENCE - Dîner-débat le 19 janvier avec Gérard Leclerc sur le thème «Face à la nouvelle droite défendons nos libertés». Le dîner aura lieu à 20 h. 30 à la «Table du Graal», 22, rue Lacépède à Aix. Une session aura lieu dans la journée du samedi. Nous rappelons que la section d'Aix tient régulièrement un cercle d'études. Tous renseignements en écrivant à NAR B.P. 13100 Aix-en-Provence.

"l'intendance suivra !"

Dans notre dernier numéro, nous avons annoncé le lancement d'une souscription destinée à rassembler rapidement les 30 000 F nécessaires pour couvrir les dépenses supplémentaires de propagande que nous avons engagées. Nous remercions les premiers lecteurs qui ont déjà réagi et rappelons aux autres que leurs dons doivent être adressés à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris, en précisant «pour la souscription».

BORDEAUX - soirées télévision pour les émissions du Prince.

Les 21 et 28 janvier et les 4 et 11 février à partir de 21 heures, soirée-télévision chez Louis de Ravel, 38 rue du Palais Gallien à Bordeaux. Lecteurs et sympathisants de Royaliste sont tous invités à venir voir les émissions et à en discuter autour d'un buffet amical.

LYON - Cercle d'études le 10 janvier, au Café Carnot, 7 place Carnot (2ème arr.).

Dîner amical du mardi 29 janvier, au restaurant La Poterne, 4, rue de Fleurieu (2ème arr.) : débat à propos des émissions du Prince. 20 h. précises, retenez vos places.

Pour recevoir le calendrier général des activités écrire à N.A.F. B.P. 44 - 69 397 Lyon Cedex 3.

STRASBOURG - Dîner débat le vendredi 18 janvier avec Bertrand Renouvin et Philippe de Saint Robert qui présentera et dédicacera son dernier livre «Dieu que la crise est jolie». Le dîner aura lieu à 20 h. au Buffet de la gare. Participation aux frais 50 F (chômeurs et étudiants 40 F). S'inscrire à l'avance en écrivant au journal ou en téléphonant au 60 03 02.

LES RELIURES DU JOURNAL

Véritable instrument de travail votre collection de Royaliste n'est utilisable que si elle est d'une consultation pratique. Nous mettons à votre disposition une reliure à tringles, recouverte de toile bleu-roi, frappée de notre sigle en doré. Chaque reliure permet de contenir une cinquantaine de numéros du journal. Format extérieur 26 x 33 cm (épaisseur 11) fournie avec 52 tringles chacune. Prix de vente : 35 F (franco 43 F)

le lys rouge

Au sommaire de ce numéro 6 du Lys Rouge (polycopié trimestriel de débats et de réflexion royalistes) on trouvera - La francophonie - Le système monétaire européen - Les cellules de la NAR.

Prix franco : 8 F 50; abonnement pour 4 numéros : 30 F. C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris.

ADHERENTS La «lettre aux adhérents» du mois de janvier est parue. Rappelons que cette lettre qui donne consignes et informations sur la vie du mouvement n'est adressée qu'aux seuls adhérents. Nos lecteurs, en accord avec les idées fondamentales que nous défendons, sont invités à nous demander les formulaires et les conditions d'adhésion.

APPEL A L'AIDE - La proximité des émissions du Prince et la préparation des Journées Royalistes entraînent un surcroît de travail administratif. Nous avons besoin d'aide pour les travaux d'écriture (rédaction d'enveloppes). Si vous pouvez nous consacrer quelques heures, il suffit de passer dans les locaux du journal, tous les jours entre 15 h. et 19 h.

JOURNEES ROYALISTES

Vous pouvez dès aujourd'hui retenir la date des prochaines journées royalistes qui se dérouleront à Paris les samedi 8 et dimanche 9 mars.

Comme chaque année nous mettons en vente les vignettes qui servent à la fois de billet d'entrée et de soutien financier à la N.A.R. Elles donnent droit à l'entrée gratuite pour les deux jours. Elles peuvent être vendues à tous le monde, même à ceux qui ne pouvant participer aux journées acceptent de soutenir notre action. Tous nos lecteurs, tous nos sympathisants doivent se mobiliser pour vendre le maximum de vignettes. Il existe des vignettes à 18 F et des vignettes à 100 F. Leur vente massive doit assurer l'équilibre financier de ces deux journées. Pensez-y et au travail sans tarder !

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

En ce début d'année, où trouver des signes d'espérance ? Nulle part, à vrai dire, dans le vaste monde. Les «paradis», soviétique ou chinois, ont révélé depuis longtemps l'envers de leur décor : camps, charniers, agressions et oppressions en tous genres. Et le «monde libre» ne vaut guère mieux. Il faut être naïf pour croire en la mission libératrice des Etats-Unis : la guerre du Vietnam vaut l'invasion soviétique de l'Afghanistan, et les prisons d'Amérique latine sont aussi inhumaines que celles de Chine ou de Russie. Partout le visage du monde a couleur de cendres et de sang, partout, il reflète l'angoisse et la souffrance.

En Europe même, le tableau n'est guère différent. Nous avons le sentiment de vivre sur un continent préservé, et nous voulons ignorer le prix de notre confort et de notre tranquillité : pillage permanent de la richesse des autres, et mise en esclavage de millions d'hommes et de femmes du Tiers-monde qui permettent aux usines de tourner, aux multinationales d'être «compétitives», à l'argent de fructifier. Toujours la violence, qui s'exerce sur les corps, qui voudrait la soumission des esprits, qui aboutit à déposséder les peuples de leur âme même.

JUSTICE ET LIBERTE

Face à ces violences, identiques en leur fond, une seule alternative est possible : ou bien partir immédiatement pour lutter contre la faim, contre la torture ou l'invasion militaire. Ou bien faire en sorte que la France renoue avec sa tradition de liberté, redevienne la protectrice des peuples opprimés, comme elle sut l'être encore au temps du général de Gaulle.

Ce second choix paraît le plus hasardeux. Pour le faire, il faut croire que le pouvoir politique peut retrouver sa fonction de justice et de liberté, croire que notre pays est assez fort, assez sûr de lui-même pour jouer son rôle face aux impérialismes, et assez généreux pour aider les peuples et les nations sans chercher, à son tour, à les dominer. Il faut pour cela l'alliance du pouvoir et du peuple dans un même projet, une claire vision du monde et de la place que la France peut y prendre, une volonté commune aussi éloigné du nationalisme frénétique que de l'abandon à la loi du plus fort.



par
bertrand
renouvin

"espérance en la france"

Rien, aujourd'hui, ne permet de dire que cette vision et cette volonté existent, ni d'espérer l'alliance d'un pouvoir juste et d'un peuple libre. Au contraire : quand un chef d'Etat déclare que son pays ne doit plus avoir d'histoire, quand il souhaite l'insérer dans les mécanismes de la «division internationale du travail» et consent de ce fait à un chômage massif, quand il utilise son pouvoir pour satisfaire ses intérêts personnels et familiaux, quand il s'efforce d'anesthésier tout un peuple, rien ne peut être tenté, tout risque d'être perdu : le crédit dont la France dispose encore dans le monde, le témoignage de liberté qu'elle y a porté, la prospérité et l'existence même de ce peuple privé d'espoir et peu à peu détruit.

LE PRINCE ET LA FRANCE

Dans cette situation angoissante pour la France et pour le monde, quelle peut-être la signification des émissions du comte de Paris, que la télévision diffusera à partir du 21 janvier ? Dans la crise politique française, dans les conflits qui secouent le monde, l'événement peut sembler de faible portée, et son auteur appartenir à un passé révolu dont nous serions nostalgiques.

Pourtant, le titre même de ces émissions -«Espérance en la France»- dit bien que le comte de Paris a moins souci du passé que de l'avenir, et qu'il ne s'adressera pas particulièrement aux royalistes, mais à l'ensemble des Français. Et si le Prince a choisi d'évoquer sa vie politique, ce n'est pas seulement pour révéler ou pour rétablir un certain nombre de vérités, mais parce que son action passée conserve toute sa valeur pour le présent. Car personne d'autre que le comte de Paris ne pouvait être cet homme libre - même à l'égard de ses propres partisans - ce fédérateur et cet arbitre possible, ce recours permanent pour tous les Français. Pour avoir été tout cela, et pour le demeurer aujourd'hui, il faut être Prince. Le mot peut sembler désuet. Il peut évoquer le mépris, la vanité, la tyrannie, le cynisme et l'ambition personnelle. Mais ce sont là des traits de la caricature que nous avons aujourd'hui au pouvoir. Car un Prince est autre chose : c'est, le mot le dit, celui qui vient le premier, dans l'ordre de la dignité mais surtout pour le service de l'Etat. C'est celui qui est au commencement de l'œuvre à accomplir. C'est celui qui est lié à l'origine même de la nation, parce qu'il est l'héritier d'une histoire, le dépositaire d'une tradition, c'est à dire d'une expérience vécue et transmise, au lieu d'être le mandataire de partis ou de groupes d'intérêts, le produit d'une entreprise de «marketing», ou le valet d'une puissance étrangère.

Etre héritier d'une histoire, c'est essentiel quand cette histoire s'est faite dans l'alliance des rois et du peuple, quand elle représente des siècles de services rendus à la nation.

Etre le dépositaire d'une tradition, c'est essentiel quand cette tradition est l'indépendance à l'égard des empires, et la lutte contre les féodalités internes.

Etre Prince, enfin, c'est être par sa naissance pleinement libre à l'égard de toutes les classes sociales, et donc plus capable que quiconque de faire œuvre de justice.

Quand un homme incarne tout ce passé, représente cette volonté millénaire de service, se trouve en situation d'être le ferment de l'unité, de la liberté et de la justice, il mérite d'être écouté.

Bertrand RENOUVIN

antenne 2 - 21 janvier - 21^h 40